



## Conseil économique et social

Distr. générale  
16 mai 2011  
Français  
Original : anglais

---

### Session de fond de 2011

Genève, 4-29 juillet 2011

Point 2 b) de l'ordre du jour provisoire\*

**Débat de haut niveau : examen ministériel annuel**

### **Déclaration soumise par Global Helping to Advance Women and Children, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social**

Le Secrétaire général a reçu la déclaration suivante qui est distribuée conformément aux paragraphes 30 et 31 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

---

\* E/2011/100 et Corr.1.



## Déclaration\*

Global Helping to Advance Women and Children se félicite que l'examen ministériel annuel de 2011 mette l'accent sur la réalisation des objectifs convenus au niveau international et des engagements en matière d'éducation.

L'organisation encourage le Conseil à poursuivre ses travaux afin d'assurer l'éducation primaire pour tous à l'horizon 2015 (objectif 2 des OMD) et supprimer la disparité entre les sexes à tous les niveaux sur le plan de l'éducation primaire et secondaire d'ici à 2015 (objectif 3 des OMD). L'organisation invite également le Conseil à demeurer fidèle aux principes des droits de l'homme consacrés dans les instruments suivants tout en s'efforçant d'atteindre les objectifs liés à l'éducation.

- L'article 26-3 de la Déclaration universelle des droits de l'homme : « Les parents ont, par priorité, le droit de choisir le genre d'éducation à donner à leurs enfants ».
- L'article 18-4 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques : « Les États parties au présent pacte s'engagent à respecter la liberté des parents [...] de faire assurer l'éducation religieuse et morale de leurs enfants conformément à leurs propres convictions ».
- L'article 14-2 de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant : « Les États parties respectent le droit et le devoir des parents [...] de guider celui-ci dans l'exercice du droit susmentionné d'une manière qui corresponde au développement de ses capacités ».

L'organisation note également la référence faite au paragraphe 18 du rapport de la quarante-quatrième session de la Commission de la population et du développement, reconnaissant, entre autres, les obligations et les responsabilités qui incombent aux parents et autres personnes légalement responsables des adolescents de guider et de conseiller en matière de sexualité et de procréation.

L'organisation exprime ses profondes préoccupations à l'égard du rapport du Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'éducation, daté du 23 juillet 2010, qui, au lieu de cibler les besoins éducatifs légitimes des enfants à l'échelle planétaire, met plutôt l'accent sur la « question du droit fondamental à l'éducation sexuelle » pour les enfants, affirmant incorrectement que cette éducation sexuelle très controversée « est fondée sur la dignité humaine et sur le droit international des droits de l'homme ».

Le rapport déclare que les individus doivent être conscients de leur droit à la sexualité (un terme totalement absent des documents consensuels) et, notamment, de leur droit à des expériences sexuelles « agréables » afin de jouir du meilleur état de santé physique et mentale susceptible d'être atteint; il affirme que cela n'est possible qu'en « recevant une éducation sexuelle à caractère intégral dès les premières étapes de la formation » et que les écoles devraient encourager la pensée critique des élèves sur les diverses expressions de la sexualité humaine et les relations interpersonnelles, sans réduire le thème à l'aspect biologique de la procréation.

---

\* La présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.

L'organisation déplore que le rapport ignore totalement les droits parentaux et reproche au Rapporteur spécial de livrer une interprétation personnelle plutôt que de s'en tenir au consensus mondial des instruments juridiquement contraignants en matière de droits de l'homme. L'organisation souligne que les rapporteurs spéciaux sont chargés d'exercer leurs fonctions dans le strict respect de leur mandat et, en particulier, de veiller à ce que leurs recommandations n'outrepassent pas leur mandat comme le soulignent les articles 3 a), 6 a), 6 c), 7 et 8 c) de la résolution 5/2 du Conseil des droits de l'homme, sur le Code de conduite pour les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme.

---